

TRICOT COUTURE SERVICE

17, Rue de Bavière – Bâtiment Les Grèbes

54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

TRICOT COUTURE SERVICE

17, Rue de Bavière – Bâtiment Les Grèbes

54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

-O-O-O-O-O-O-O-

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

-O-O-O-O-O-O-O-

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « TRICOT COUTURE SERVICE » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à la sortie du redressement judiciaire. Comme explicité dans l'annexe aux comptes, le plan de continuation a été acté par le tribunal en date du 13 avril 2026 pour une durée de 10 ans.

Au 31 décembre 2025, les fonds propres de l'association restent négatifs à hauteur de 4.772 € ce inclut un résultat excédentaire de 3.033 €. Ce dernier est lié aux soutiens exceptionnels obtenus en 2025 (subventions et dons des particuliers).

La continuité d'exploitation reste donc conditionnée à la capacité de l'association à atteindre les objectifs d'activité et de financement prévus afin de respecter le plan de continuation, comme indiqué dans la note « Faits postérieurs à l'exercice » de l'annexe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés que les incidences comptables liées à la sortie du redressement judiciaire, telles que l'étalement du remboursement des dettes et l'arrêt de l'activité C2i, ont été correctement décrites dans l'annexe aux comptes annuels. Les conséquences de cet arrêt a été également correctement retranscrit dans les comptes avec la dépréciation des actifs liés à cette activité. Nos travaux n'ont pas remis en cause cette dépréciation à hauteur de 12.900 € figurant dans le tableau des provisions au 31 décembre 2025.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans le paragraphe « Incertitude », nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral, le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Villers-lès-Nancy, le 8 juin 2026

EXCO NEXIOM AUDIT
Commissaire aux comptes


Isabelle CHAILLET

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 688	1 688		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	6 165	6 165		
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	117 267	97 627	19 640	42 616
	Autres immobilisations corporelles	34 605	30 103	4 503	12 691
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 336		8 336	9 422
	TOTAL (II)	168 062	135 583	32 479	64 729
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements	3 534		3 534	3 534
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	54 048		54 048	57 169
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	139 778		139 778	104 383
	Charges constatées d'avance	1 828		1 828	3 034
	Valeurs mobilières de placement	600		600	600
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	168 026		168 026	100 207
	TOTAL (III)	367 814		367 814	268 927
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		535 876	135 583	400 293	333 656

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES		Règlement ANC 2022-06	
		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	27 000	27 000
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	67 213	67 213
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(141 756)	(79 832)
	Excédent ou déficit de l'exercice	3 033	(61 924)
	Total des fonds propres (situation nette)	(44 510)	(47 543)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	39 738	44 961
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	39 738	44 961
	Total des fonds propres	(4 772)	(2 581)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	8 231	8 231
	Provisions pour charges	5 400	5 400
	Total des provisions	13 631	13 631
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	139 915	89 378
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	124 012	121 695
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	103 613	89 586
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	19 394	21 947
	Produits constatés d'avance	4 500	
	Total des dettes (1)	391 434	322 606
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	400 293	333 656
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	341 434	322 606
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	25 568	18 705
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	68 013	57 600
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	132 774	155 995
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	912 081	906 229
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	24 407	7 205
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	2 410	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		5 000
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	287	404
Total des produits d'exploitation		1 165 540	1 151 139
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	5 104	7 140
	Variation de stocks		(6)
	Autres achats et charges externes	180 915	178 774
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	16 140	17 186
	Salaires	846 650	906 222
	Cotisations sociales	80 625	83 936
	Dotation aux amortissements et dépréciations	31 564	20 069
	Dotation aux provisions		922
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	1 523	55
Total des charges d'exploitation		1 162 522	1 214 297
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 018	(63 158)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 018	(63 158)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		15
	Autres intérêts et produits assimilés	15	26
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		15	41
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		939
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			939
RESULTAT FINANCIER		15	(898)
RESULTAT COURANT avant impôts		3 033	(64 056)
	Produits exceptionnels		2 132
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			2 132
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 165 555	1 153 312
TOTAL DES CHARGES		1 162 522	1 215 236
EXCEDENT ou DEFICIT		3 033	(61 924)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		26 832	
Prestations en nature			2 237
Bénévolat			
TOTAL		26 832	2 237
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		26 832	2 237
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		1 120	1 177
Personnel bénévole			
TOTAL		27 952	3 414

Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de 400 293 euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de 1 165 555 euros
 - un total charges de 1 162 522 euros
 - dégage un résultat de 3 033 euros

L'exercice considéré :

- débute le 01/01/2025
- finit le 31/12/2025
- et a une durée de 12 mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de TRICOT COUTURE SERVICE avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **400 293 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 165 555 euros** et un total **charges de 1 162 522 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 3 033 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation malgré la situation particulière de redressement judiciaire.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les comptes de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux règlements 99.01 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et au règlement 2018.06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le règlement ANC 2020.08.
Le règlement ANC 2022.06 a été appliqué de façon anticipée pour la première fois à la clôture de l'exercice 2024.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

L'association a pour missions de regrouper toutes les personnes intéressées par le travail du fil dans une perspective d'inclusion sociale et solidaire.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

	Durée	Méthode
Constructions (travaux)	10 ans	linéaire
Installations techniques, matériel et outillage industriels	de 3 ans à 5 ans	linéaire
Installations générales, agencements, aménagements divers	5 ans	linéaire
Matériel informatique	3 ans	linéaire
Mobilier	5 ans	linéaire

Suite à l'arrêt du chantier C2i en début d'année 2026, les dépréciations liées aux immobilisations affectées à ce chantier ont été passées pour 12.900 euros.

Stocks et en cours

Règles et Méthodes Comptables

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Elles sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables

Au 31 décembre 2025, elles sont constituées:

- des provisions pour indemnités de départ à la retraite calculées selon la méthode ANC 2021 pour un départ à 64 ans avec charges sociales.
- des provisions pour remise en état des locaux loués

La provision pour les indemnités de départ à la retraite s'élève à 8 231 euros au 31 décembre 2025.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Faits significatifs de l'exercice

Suite à la dégradation des résultats de l'association pendant les dernières années, l'association a été placée en redressement judiciaire en date du 21 octobre 2024 et a continué sa période d'observation pendant tout l'exercice 2025.

Comme indiqué l'année dernière, la directrice a commencé sa retraite progressive et est passée à 80% à compter de septembre 2024.

Le montant des dettes gelées suite au redressement judiciaire et dont l'apurement dépendra du plan de continuation sont les suivantes :

Catégories	Montant
Emprunts auprès des établissements de crédit à plus d'1 an à l'origine	89 347 euros
Fournisseurs et comptes rattachés	90 153 euros
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 430 euros
Autres impôts et taxes assimilées	4 809 euros
Autres dettes	16 390 euros
Total dettes	212 129 euros

Règles et Méthodes Comptables

Prêts assimilés fonds propres avec droit de reprise	27 000 euros
---	--------------

Les prestations globales des retouches pour les particuliers et les professionnels sont stables sur l'exercice.

Les ventes ont augmenté sur l'exercice y compris pour celles liées au lien social.

Les prestations de tri de démantèlement liées au chantier C2i ont continué à diminuer sur l'exercice ce qui a conduit l'association prendre la décision d'arrêter cette activité en avril 2026.

L'appel aux dons lancé par l'association via une cagnotte en ligne a permis de collecter 15.337 euros au cours de l'exercice.

Les subventions exceptionnelles versées par les collectivités s'élèvent pour 2025 à 49 373 euros.
C'est grâce à cela et aux dons que l'association ne présente pas un résultat déficitaire sur 2025.

L'association bénéficie d'une gratuité des loyers BATIGERE jusqu'au 31 décembre 2027 soit une économie de 22 000 euros par an.

Faits postérieurs à l'exercice

L'objectif 2026 est de pouvoir respecter le plan de continuation acté par le tribunal en date du 13 avril 2026: le plan de continuation est confirmé pour une durée de 10 ans. Celui ci tient compte de l'arrêt de l'activité du chantier C2i qui a eu lieu à la même date.

La continuité d'exploitation de l'association est conditionnée au scrupuleux suivi du plan de continuation. Lui-même conditionné à un appui constant des collectivités ainsi qu'à la croissance prévue de l'activité historique de couture et retouches. La continuité d'exploitation de l'association est donc dépendante de sa capacité à atteindre les objectifs d'activité et de financement prévus afin de respecter le plan de remboursement de ses dettes mis en place suite à la sortie du redressement judiciaire.

A compter du 1er septembre, la directrice sera remplacée suite à son départ à la retraite. La structure doit donc trouver une nouvelle organisation permettant de se recentrer sur ses activités historiques basées sur la couture et s'ouvrir à de nouvelles opportunités en termes de marché pour pouvoir maintenir son activité tout en remboursant ses dettes.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions, créations, apport, et virements de poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions ou mise hors srvc	
Règlement ANC 2022-06							
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	1 688					1 688
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 688					1 688
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur solpropre	6 165					6 165
	sur sold'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	116 867		400			117 267
	Instal., agencement, aménagement divers	5 745					5 745
	Matériel de transport	10 300					10 300
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	18 560					18 560
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	157 638		400			158 038
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	9 422				1 086	8 336
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	9 422				1 086	8 336
TOTAL		168 747		400		1 086	168 062

Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			1 688			1 688
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 688			1 688
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre			6 165			6 165
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels			74 251	13 276		87 527
	Autres Instal, agencement, aménagement divers			1 312	1 242		2 554
	Matériel de transport			6 824	2 060		8 884
	Matériel de bureau, mobilier			13 778	2 086		15 865
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			102 331	18 664		120 995	
TOTAL				104 019	18 664		122 683

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	8 231			8 231
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	5 400			5 400
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13 631			13 631
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières		12 900		12 900
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		12 900		12 900
TOTAL GENERAL		13 631	12 900		26 531
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			12 900		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 336		8 336
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	54 048	54 048	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	98	98	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 957	1 957	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	137 724	137 724	
	Charges constatées d'avance	1 828	1 828	
	TOTAL DES CREANCES	203 990	195 654	8 336
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	568	568		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	139 347	89 347	50 000	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	124 012	124 012		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	46 216	46 216		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 300	49 300		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 097	8 097		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	19 394	19 394		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	4 500	4 500		
	TOTAL DES DETTES	391 434	341 434	50 000	
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		1 828	1 828
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 828

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		4 500	4 500
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			4 500

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	27 000				27 000
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	67 213				67 213
Autres réserves					
Report à nouveau	(79 832)	(61 924)			(141 756)
Excédent ou déficit de l'exercice	(61 924)	61 924	3 033		3 033
Situation nette	(47 543)		3 033		(44 510)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	44 961			5 223	39 738
Provisions réglementées					
TOTAL	(2 581)		3 033	5 223	(4 772)

Variation des Fonds Dédiés

Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation						
Fonds dédiés FDVA						
Contributions financières d'autres org.						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL						

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	64 597			64 597
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	64 597			64 597
Quotes-parts virées au compte de résultat	19 636	5 223		24 859